

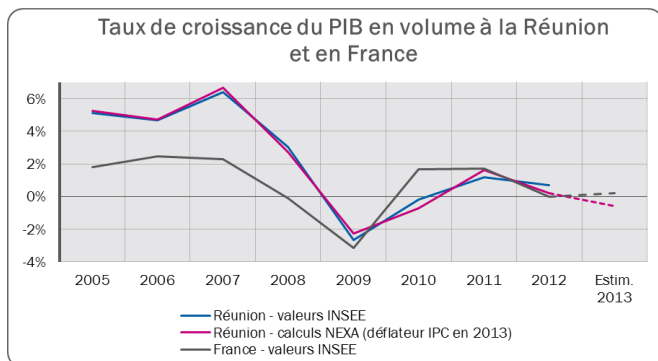
Activité économique fébrile

Les indicateurs économiques et sociaux de l'île au troisième trimestre manifestent une amélioration sensible. Les statistiques de l'emploi, confirmées par la perception générale des acteurs (IPSOS), reprennent un peu d'optimisme après deux trimestres décevants.

L'indice du climat des affaires (IEDOM) traduisant la confiance des entrepreneurs marque une nouvelle progression, portée par des anticipations positives. Enfin, les tensions s'apaisent également sur la vulnérabilité des acteurs avec une baisse des interdicts bancaires et des créances douteuses.

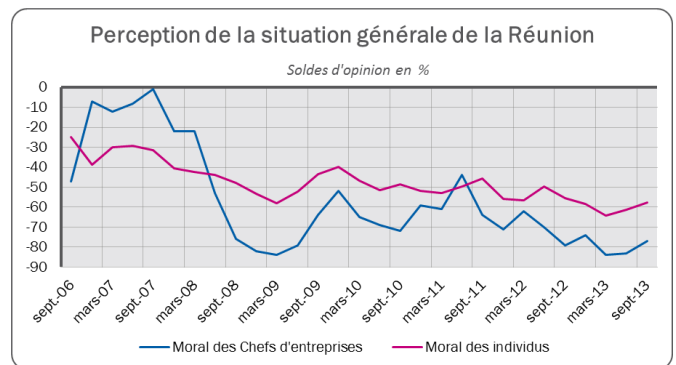
Toutefois, ces signaux, positifs mais encore faibles, ne doivent pas oblitérer la fragilité de la situation. D'une part, leurs niveaux restent très bas et éloignés des moyennes de longue période. D'autre part et de façon inquiétante, les voyants de la consommation et de l'investissement demeurent au rouge.

Malgré des actifs financiers en hausse et des conditions d'emprunt favorables, les ménages consomment moins et les entreprises investissent peu. Dans un environnement incertain et astreint par une charge fiscale alourdie, l'épargne sécurisante dans les produits financiers de court terme ou dans la pierre, est préférée à la consommation ou à la prise de risque.



Source : INSEE, Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des estimations issues des comptes rapides régionaux CEROM (INSEE-IEDOM- AFD) et de modélisations reposant sur des indicateurs tangibles.



Source : IPSOS

Les statistiques récentes nous permettent de réévaluer nos estimations de croissance pour l'économie réunionnaise en 2013. Alors que nous avons calculé un taux annuel de 0,3% à prix constants en septembre, les nouvelles hypothèses, nous amènent à prévoir maintenant une évolution négative de -0,3% pour l'exercice.

Le ralentissement des « deux principaux moteurs » de la croissance réunionnaise, freinent principalement les capacités du secteur privé. Seule la dépense publique, en fonctionnement et en travaux, permet de maintenir les niveaux d'activités notamment dans la construction, avec une reprise des chantiers de logements sociaux.

Sommaire :

- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle et empirique
- Les événements marquants récents
- L'enquête auprès des dirigeants d'entreprises
- Les perspectives à court et moyen terme

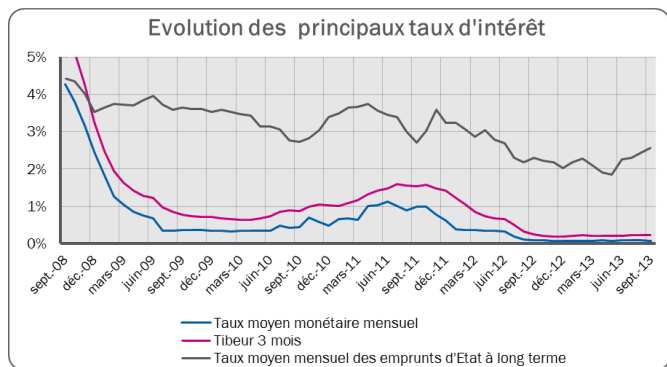
Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY
Rédaction : Frédéric LORION
Graphiques : Rekha GRIMOIRE
Conception et édition : Nexa
Contact : observatoire@nexa.re

Des investissements immobiliers

La hausse des taux longs sur les marchés obligataires se confirme au troisième trimestre. En impactant directement le coût du crédit, cette progression amène une altération du financement de l'économie réelle, déjà déprimé.

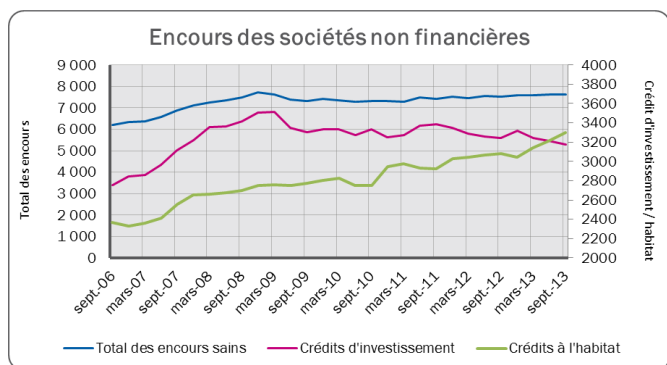
Pourtant, l'évolution divergente et le creusement du gap avec le taux directeur de la BCE, inchangé à 0,5%, garantissent des conditions encore très avantageuses de refinancement interbancaire.



Source : Banque de France

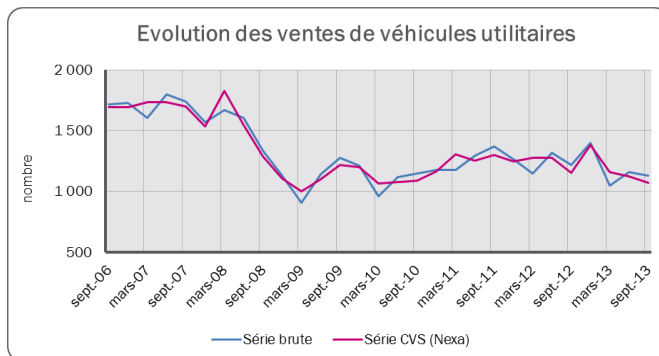
Dans le même temps, les entreprises disposent d'encours d'investissements en légère croissance. Si cette progression semble satisfaisante à première vue, une analyse plus détaillée fournit une vision moins rassurante. Pour la première fois à La Réunion, les crédits immobiliers des entreprises ont dépassé les investissements productifs, qui continuent à se réduire.

Sachant que leurs actifs financiers augmentent, notamment les placements à court-terme, cette situation indique un net arbitrage dans les décisions d'investissements des entrepreneurs. Ces derniers, en manque de confiance, préfèrent miser sur des actifs immobiliers peu risqués plutôt que d'investir dans leurs outils de production, pourtant indispensables pour améliorer leur compétitivité et préparer l'avenir.



Source : IEDOM

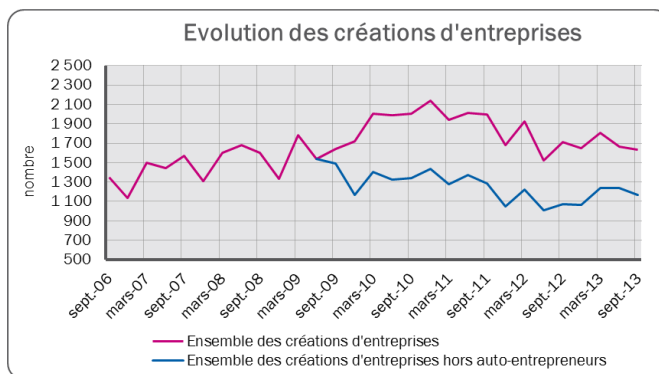
Confirmant ces données financières, les commandes de véhicules utilitaires diminuent de 4% par rapport au trimestre précédent (soit une réduction de 7% en glissement annuel).



Source : SICR - Fichier central des automobiles

Essoufflement de l'entrepreneuriat

En cumul sur les neuf premiers mois, les décisions d'entreprendre montrent toujours une vigoureuse progression par rapport à 2012. Cependant, les créations d'entreprises diminuent de 2% au troisième trimestre, touchant quasiment tous les secteurs d'activité. Seuls l'industrie et les services affichent une légère amélioration.



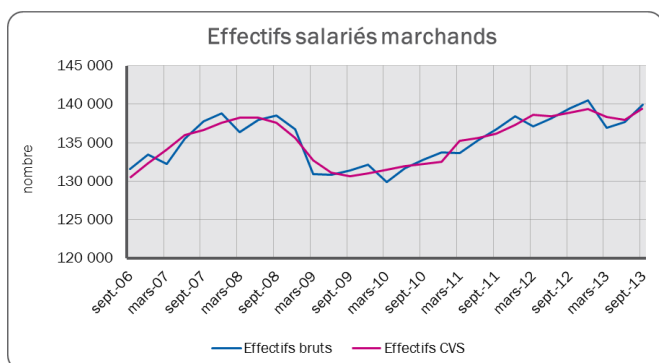
Source : INSEE

En termes de profil, après avoir marqué un pallier au trimestre précédent, le régime des auto-entrepreneurs reste dégradé et ne fait plus autant recette auprès de candidats essentiellement motivés par la recherche ou la création de leur propre emploi.

Enfin, représentant à peine un tiers des créations, les créations sous statut de société réduisent à nouveau leur rythme.

Eclaircies sur l'emploi salarié

Sur le front de l'emploi, la surprise provient du rebond confirmé des salariés du secteur privé, de 1,6% par rapport au trimestre précédent. L'économie marchande recense près de 140 000 emplois salariés, retrouvant ainsi son niveau de 2012.

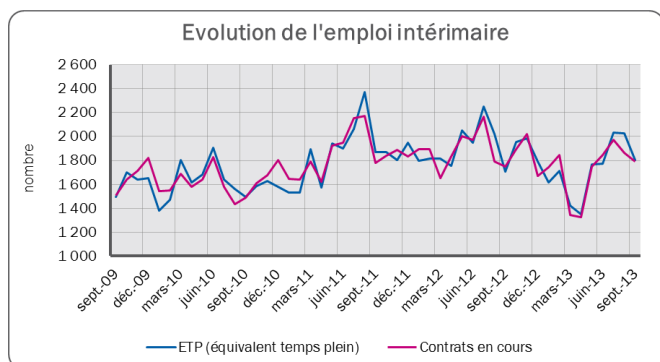


Source : ACOSS

Dans ce total, 4 900 concernent des contrats aidés, auxquels s'ajoutent plus de 16 000 emplois aidés du secteur non marchand sur les trois trimestres.

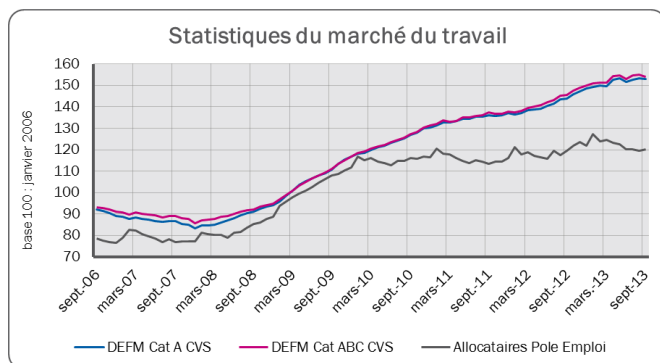
La reprise de l'emploi se trouve également confortée par une nette augmentation des effectifs intérimaires (+ 20% par rapport au deuxième trimestre). Débuté dès le mois de mai 2013, ce mouvement a été maintenu jusqu'en août avant de fléchir, à nouveau en septembre.

Adaptant leurs ressources en fonction de l'activité conjoncturelle, les entreprises ont donc eu recours à davantage de main d'œuvre au troisième trimestre. Les résultats relatifs aux effectifs dans notre enquête, portent à croire que l'emploi a bénéficié des intentions d'embauche dans l'industrie et le commerce de détail.



Source : Dares

Sur la période, le nombre de chômeurs reste stable, avec même une diminution au mois de septembre. Au troisième trimestre, le stock moyen atteint 153 000 demandeurs d'emplois (en catégories A, B et C).



Source : DIECCTE - Pôle Emploi

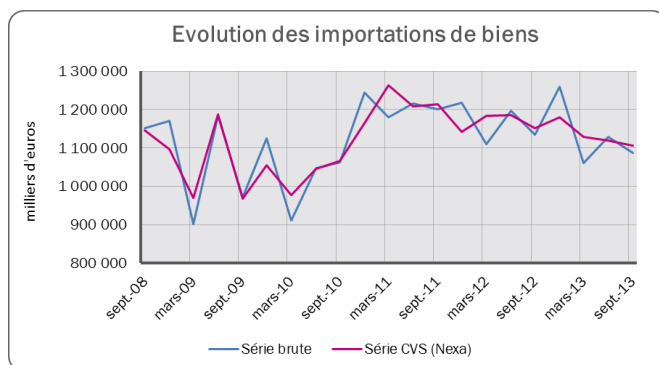
Sans céder au pessimisme, ces statistiques sont à considérer avec précaution. Les données plus récentes indiquent en effet une certaine anxiété économique qui menace à tout moment le fragile équilibre social.

En effet, le nombre d'allocataires de Pôle Emploi ne progresse plus autant, creusant tous les mois l'écart avec les individus qui ne sont plus indemnisés et qui passent aux minimas sociaux. A fin septembre, près de 110 000 foyers bénéficiaient du revenu minimum de solidarité (plus 7% en un an).

Les échanges extérieurs ralentissent

Totalisant 3,517 milliards d'euros à fin septembre, les chiffres du commerce extérieur de marchandises reculent de 4,5% et confirment la frilosité économique de notre île au troisième trimestre 2013.

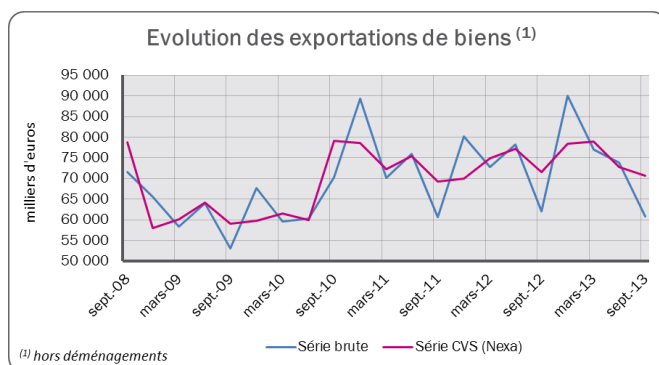
En tonnage échangé, la baisse apparaît encore plus importante avec -5,5% par rapport à 2012.



Source : Douanes

Baromètre traditionnel de la consommation et de l'investissement, le montant des importations diminue de 4% au troisième trimestre, touchant autant les biens d'équipement professionnels que les biens intermédiaires.

Ce chiffre est corroboré par le niveau des recettes d'octroi de mer qui recule de 3,3% depuis le 1^{er} janvier.



Source : Douanes

Les exportations subissent une nouvelle chute sur la période. Avec 238 millions d'euros en cumul sur trois trimestres, la baisse atteint 1,4% par rapport à 2012.

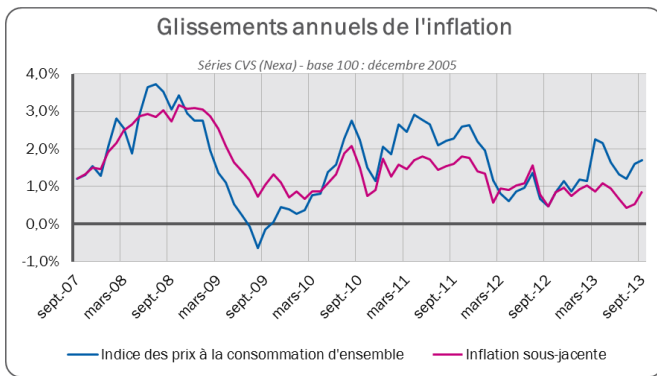
Moins marquée que la dégradation des importations, elle permet d'améliorer légèrement le solde de la balance commerciale.

Enfin, le rapport valeur/volume des biens échangés, qui donne l'évolution des prix moyens du commerce extérieur, augmente mathématiquement et amène à considérer une légère inflation importée.

Stabilisation de l'inflation

L'entrée en période de soldes et en basse saison dans les transports aériens ont pesé sur l'évolution des prix à la consommation au troisième trimestre, en recul de 0,7% par rapport au second trimestre. Sur une année, la progression reste contenue à 1,4%.

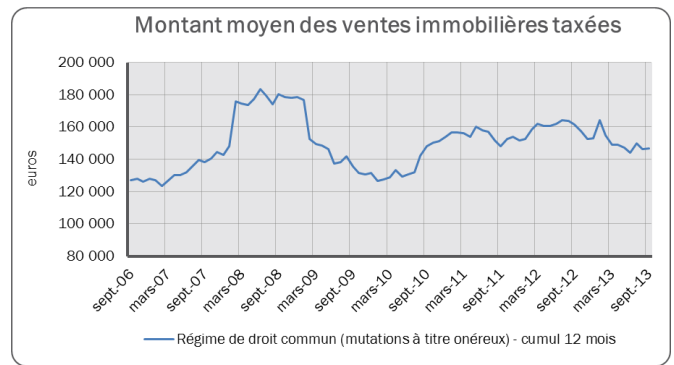
En éliminant les composantes volatiles de l'indice, l'inflation sous-jacente reflète davantage la tendance fondamentale des mouvements de prix. Avec un taux calculé à 0,8% sur une année, cet indicateur réduit encore sa progression. Sur un territoire insulaire alliant un différentiel démographique positif, cette relative stabilité des prix ne peut que refléter un manque de dynamisme de l'économie.



Source : INSEE – calculs Nexa

La côte du marché immobilier s'est stabilisée à fin septembre par rapport au second trimestre. Toutefois, en glissement annuel, le montant moyen des ventes a perdu pratiquement 10% de leur valeur.

Les acquéreurs moins solvables obligent les propriétaires vendeurs à revoir leurs prétentions à la baisse. Ce constat vaut surtout pour les logements anciens, revendus en fin de défiscalisation.



Source : CGEDD/MEDOC

La perception sectorielle et empirique

* En italique dans la présente note - Tableau de synthèse à la page 9

L'enquête de conjoncture auprès des entreprises réunionnaises au troisième trimestre* fait état d'un bilan d'activité décevant, tout en révélant des perspectives intéressantes pour la fin d'année.

Avec un climat d'affaires censé être plus opportun (rentrée des classes, ouvertures des soldes), les dirigeants espéraient à minima stabiliser leur activité. Au final, le chiffre d'affaires et le carnet de commandes se sont avérés très décevants, mais en ligne avec le troisième trimestre de l'année dernière.

Des points positifs apparaissent toutefois :

- les capacités de production ont été davantage utilisées qu'au trimestre précédent et les stocks mieux ajustés ;
- les embauches reprennent légèrement et le temps consacré à la formation des salariés progresse dans certaines entreprises ;
- les investissements connaissent une légère reprise par rapport au second trimestre.

Enfin, les acteurs sont optimistes quant à l'évolution de leur activité pour la fin d'année, notamment les industriels des biens de consommation, les commerçants et les professionnels des TIC. Les entreprises anticipent une amélioration de la demande du marché ainsi qu'un redressement de leur rentabilité par rapport à l'année précédente.

Pour la première fois depuis le début de l'année, on prévoit une hausse des investissements et un climat économique qui n'a jamais été aussi encourageant.

◆ Les industries en attente des fêtes

Le chiffre d'affaires et le carnet de commandes des **industriels des biens de consommation** chutent significativement par rapport au troisième trimestre 2012. Tandis que les prix du secteur s'effondrent suite à une surestimation des prévisions, les industriels consacrent plus de temps à la formation de leurs

salariés et ont plus recours à l'investissement qu'en 2012. Le quatrième trimestre s'annonce beaucoup plus optimiste, l'activité, l'investissement et la demande du marché devraient redécoller pour atteindre leur plus haut niveau depuis un an.

Pour **les autres industries**, si le niveau de capacité de production est conforme aux pronostics du trimestre, le chiffre d'affaires et le carnet de commandes progressent plus lentement contrairement aux anticipations des acteurs. Ces deux indicateurs restent significativement en hausse par rapport à 2012 et devraient poursuivre cette tendance à la prochaine période. Dans le même temps, l'effectif salarié rebondit ce trimestre et la perception de l'économie réunionnaise s'améliore.

Sur les prochains mois, alors que l'investissement devrait afficher une nette augmentation, les dirigeants envisagent un repli des emplois salariés.

Par anticipation des fêtes de fin d'année, l'ensemble des industriels espèrent aussi bien une reprise de l'économie réunionnaise que de leur propre activité – tous les indicateurs évalués étant au vert.

◆ Les transports toujours en retrait

Les compteurs d'activité sont toujours dans le rouge pour les **transporteurs de passagers** et sont inférieurs aux estimations. A l'inverse, les soldes d'opinions concernant le temps consacré à la formation augmentent de manière significative ainsi que pour le niveau d'investissement qui devient pour la première fois positif.

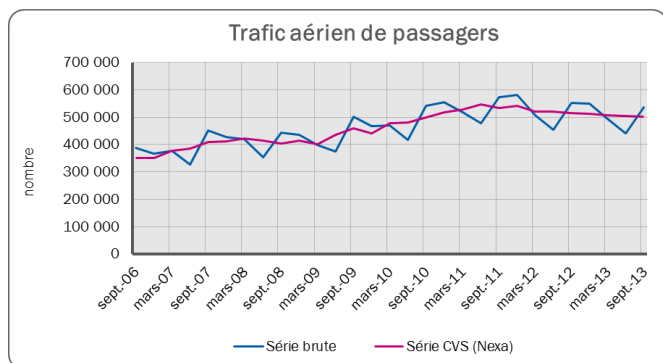
Pour le quatrième trimestre, les entreprises du secteur tablent sur une faible amélioration de l'activité par rapport à la période précédente et souhaitent recourir davantage à l'investissement et aux sources de financement.

Côté **transport de marchandises**, tandis l'activité et la rentabilité restent en berne, l'embauche salariée remonte lentement la pente ce trimestre. De même, une meilleure utilisation des capacités de production et un accroissement du temps de formation apparaissent.

Les hypothèses pour les mois à venir sont plutôt encourageantes, les acteurs anticipent une hausse de l'activité (carnet de commandes, chiffre d'affaires et marge) et une stabilité des prix de vente.

Dans le **transport aérien**, les compagnies tentent de retrouver quelques couleurs avec un rebond de 21% du trafic passager au troisième trimestre, vacances oblige. Toutefois, la tendance corrigée des variations saisonnières reste négative à -0,6%. En glissement annuel, la baisse par rapport à septembre 2012 atteint -2,7% pour 1,491 millions de passagers transportés, et -1% sur la desserte Métropole.

Pour la compagnie régionale, la situation s'améliore peu à peu puisqu'elle publie un résultat d'exploitation positif de 9,27 millions d'euros sur son premier semestre, alors qu'elle affichait une perte de 19,69 millions d'euros sur la même période en 2012. Le transporteur bénéficie d'un meilleur taux de remplissage et d'une nouvelle activité d'affrètement.



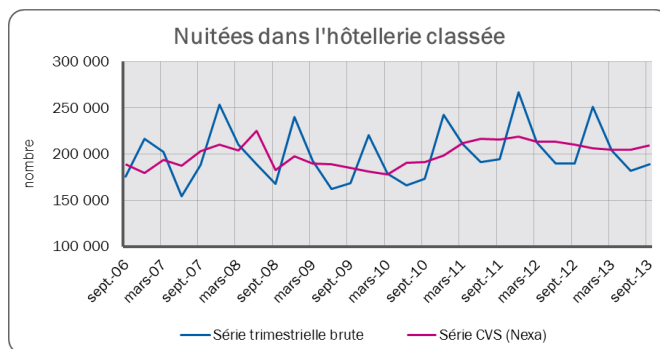
Source : Aéroports Pierreferonds et Roland Garros

◆ Rebond attendu des activités touristiques

En dépit de la baisse des prix, la demande du secteur de l'hôtellerie/restauration a du mal à se relever. Contrairement aux attentes, les résultats d'activité et de rentabilité se détériorent et l'embauche dans le secteur est toujours en phase décroissante. Seuls signes d'espoir : le niveau d'investissement qui tente de se redresser et le recours au crédit bancaire davantage envisagé.

Cela laisse présager un regain d'activité à la prochaine saison, insuffisant malgré tout pour renforcer l'effectif salarié. A noter également le retour de la confiance des professionnels du secteur quant à la santé économique de la Réunion pour le prochain trimestre.

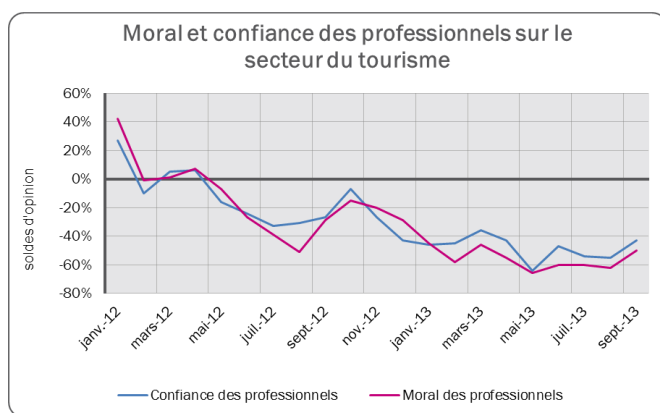
Grâce à la reprise saisonnière, la **fréquentation hôtelière** affiche des résultats positifs ce trimestre et se stabilise par rapport à l'année précédente avec 189 100 nuitées. Face à une région ouest en perte de vitesse, le sud de l'île présente le plus fort dynamisme.



Source : INSEE - enquête de fréquentation hôtelière

En termes de catégorie, seule celle des quatre ou cinq étoiles progresse réellement tandis que la fréquentation des gammes inférieures fléchit encore.

Point positif des différentes offres promotionnelles à l'attention de la clientèle locale, les taux d'occupation s'améliorent en raison d'une augmentation du nombre de chambres occupées.



Source : IRT - Observatoire régional du tourisme

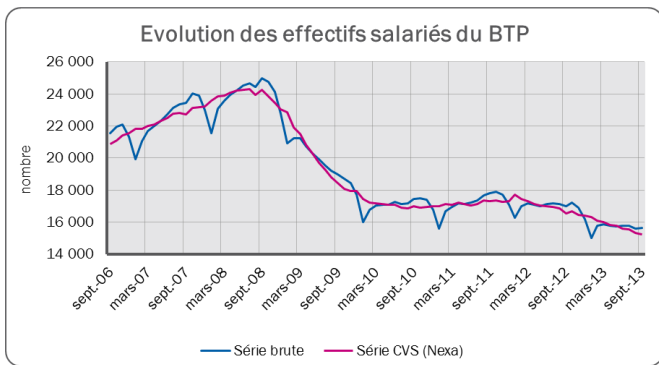
◆ Hésitation dans la construction

Pour le secteur du BTP, la légère baisse de l'activité de ce trimestre était attendue mais le niveau de rentabilité s'est retrouvé en-deçà des estimations et inférieur au second trimestre. Cependant, la situation s'est significativement améliorée par rapport au même trimestre de l'année précédente : rebond de l'investissement, maîtrise des stocks, remontée sensible de la demande du marché et du temps de formation.

Le dernier trimestre de cette année devrait être mieux orienté que l'année dernière, même si les dirigeants restent prudents. Ils s'attendent à une légère amélioration du chiffre d'affaires, conjuguée à une hausse modérée de l'effectif salarié et de l'utilisation des capacités de production. Enfin, les prix de vente du secteur devraient diminuer en fin d'année.

Présentant des statistiques disparates, le secteur semble en proie à l'incertitude ce trimestre. Sinistré depuis 2009, le BTP ne redémarre pas encore mais se prépare aux grands chantiers publics de 2014, notamment à la nouvelle route du littoral.

Après leur plus haut niveau en septembre 2008, les effectifs salariés déclarés à la Caisse des Congés Payés du BTP se dégradent toujours et s'inscrivent en repli de 8% en glissement annuel par rapport à 2012.



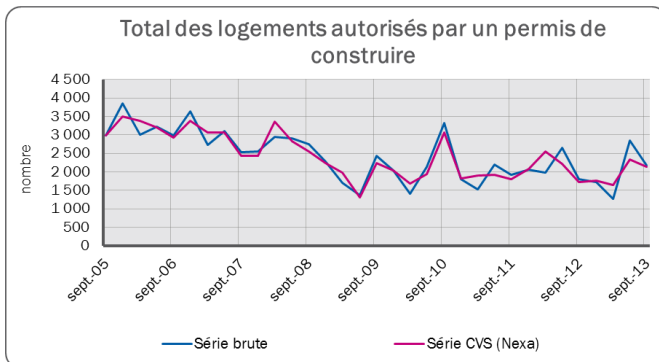
Source : CCP BTP

A contrario, les commandes de ciments rebondissent. Cumulées à fin septembre, leurs importations progressent de 4,2% en valeur et de 15,1% en quantité.

La commande publique, qui assure actuellement l'essentiel de l'activité, progresse par rapport à l'année précédente. Soutenues notamment par les budgets des collectivités locales (plus de 610 millions d'euros attendus en 2013), de l'Etat et de l'Europe, les entreprises s'affairent sur les différents chantiers :

- des constructions : réhabilitation dans les collèges, les lycées, extension des aéroports passagers, centre aquatique de la CINOR, divers sites du CHU...
- des routes : voiries agricoles et déviation à Saint-Joseph, liaison D2-D4 à Saint-Paul...
- du génie civil : chaussées aéronautiques pour la piste de Roland Garros, endiguement de la Rivière des Marsouins, irrigation littoral ouest...

Le logement social participe également à cet effort, en entrant dans une nouvelle phase de démarrage de chantiers.

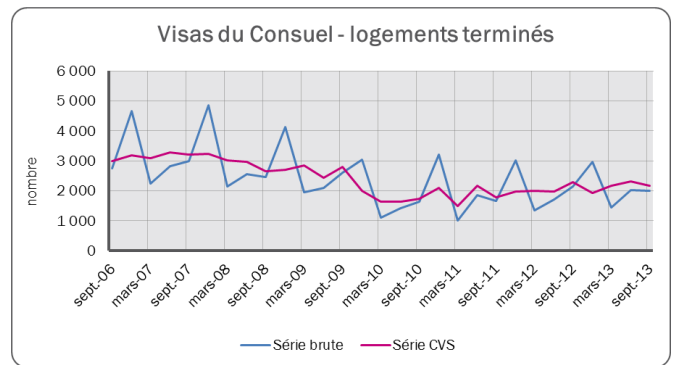


Source : DEAL/Sitadel

Après une forte accélération le trimestre précédent, les autorisations de construire de logement chutent de 23% ce trimestre, affectant principalement les logements collectifs. En rythme annuel, les permis diminuent de 5,5% et se situent en dessous des tendances de moyen terme.

En termes de locaux non résidentiels, plus de 67 000 m² ont été autorisés ce trimestre dont plus des deux tiers concernent le secteur public ou d'intérêt collectif.

Avec un décalage temporaire d'environ dix-huit mois sur les autorisations des logements, les visas délivrés par le Consuel pour leur conformité électrique se stabilisent par rapport au précédent trimestre, intégrant pour l'essentiel des livraisons de logements collectifs.



Source : Consuel

◆ Fléchissement du commerce

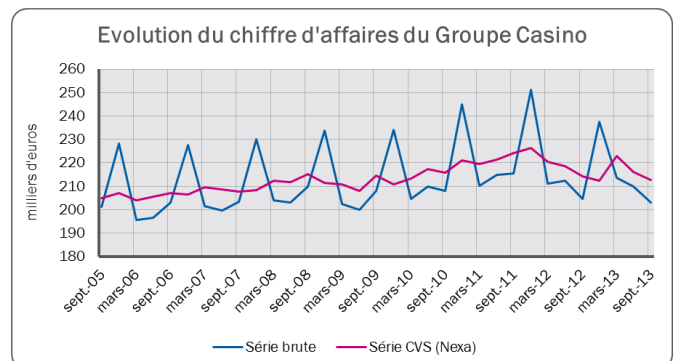
Au troisième trimestre, on observe une évolution de l'activité, conforme à ce que les **commerçants de détail** avaient anticipé, en revanche la rentabilité du secteur est inférieure aux attentes. Néanmoins, les commerçants ont embauché et investi davantage que l'année dernière, qui avait vu l'investissement s'écrouler.

Pour les fêtes de fin d'année, en dépit d'une baisse de l'effectif salarié, les dirigeants prévoient une forte progression de leur activité s'accompagnant de marges positives. Cet optimisme se reflète également sur leur vision de l'économie locale : ils sont les seuls à être confiants dans l'amélioration de la situation réunionnaise.

Pour le **commerce de gros**, la situation du troisième trimestre est nettement plus dégradée : parallèlement à des marges toujours aussi réduites, le chiffre d'affaires est en retrait par rapport à l'année précédente. On perçoit quelques signes encourageants du niveau d'investissement et du temps de formation des salariés, en hausse par rapport au second trimestre 2013.

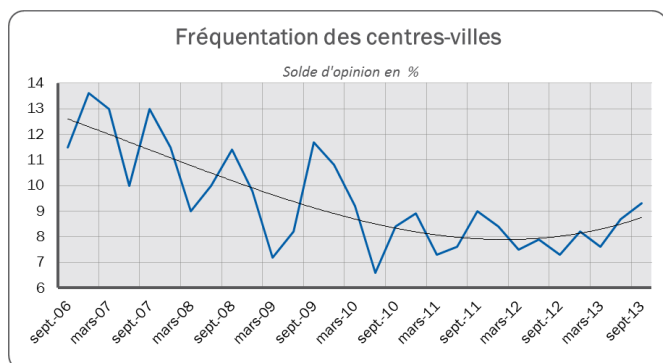
Comme pour le secteur du détail, les commerçants de gros envisagent une fin d'année très positive, en termes d'activité et d'embauche (la plus forte progression parmi les secteurs) ainsi qu'une relance de l'investissement.

Le chiffre d'affaires du groupe Casino et de sa filiale Vindémia pour la Zone Océan Indien (comprenant La Réunion et Maurice) indique de façon plus tangible la fréquentation des grandes surfaces. Au troisième trimestre, il enregistre une nouvelle baisse, de -3,3% et de -1% en glissement annuel.



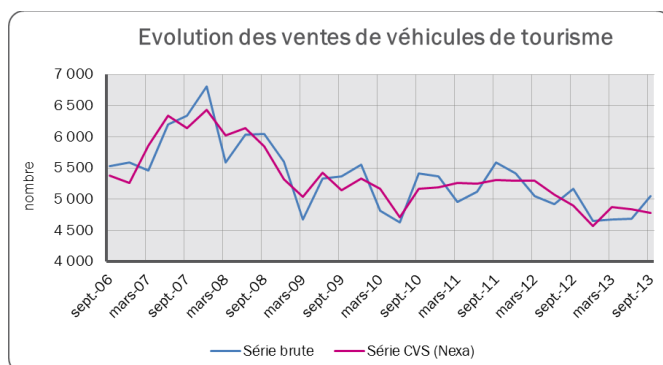
Source : Groupe Casino

Dans cette morosité ambiante, le petit commerce s'en sort un peu mieux. Les **centres-villes** améliorent encore leur attractivité ce trimestre. Profitant des soldes, ils ont attiré davantage de clientèle, à la recherche de bonnes affaires dans l'habillement et l'ameublement.



Source : IPSOS

Malgré un redressement saisonnier constaté ce trimestre, les ventes de **véhicules de tourisme** ne décollent pas réellement. La tendance de fond demeure négative. Certains particuliers ont pu profiter d'achats à bon compte sur des offres exceptionnelles de déstockage de véhicule haut de gamme d'un concessionnaire avant transfert de son activité.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

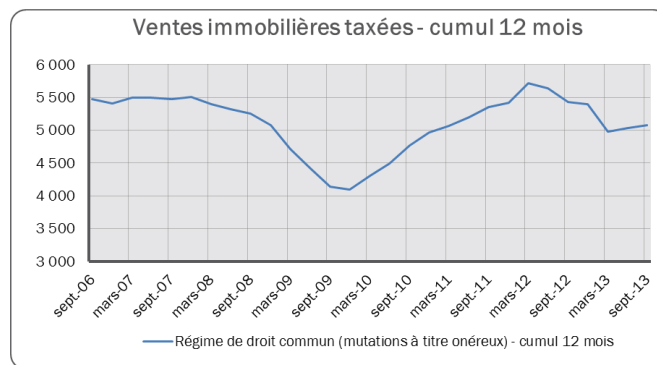
Les services marchands

L'enquête de conjoncture de ce trimestre met en exergue la situation catastrophique des autres services marchands. Tous les indicateurs sont dans le rouge : l'affaiblissement de la demande entraîne inévitablement le chiffre d'affaires et la rentabilité des entreprises vers le bas. Celles-ci ne peuvent plus recruter du personnel et doivent renoncer à investir. Le secteur redoute une fin d'année plutôt sombre avec une activité au ralenti et des marges toujours négatives.

Les **services financiers** marquent un ralentissement des encours de collecte et de crédit auprès des particuliers et des entreprises. Même si la gestion des risques semble bien intégrée par les banques, les résultats progressent moins rapidement.

Ainsi, la Banque de la Réunion, filiale du groupe BPCE, publie à fin septembre un produit net bancaire de 68,6 millions d'euros pour 17,4 millions d'euros de résultat net. Les taux de progression respectifs de 3% et 37% bien que très satisfaisants, sont inférieurs à ceux du précédent trimestre.

Les **transactions immobilières** en chute par rapport au troisième trimestre 2012, sont affectées par la contraction simultanée de l'offre et la solvabilité de la demande, touchant les professionnels de l'immobilier.



Source : CGEDD-MEDOC

Le secteur de la **publicité** à La Réunion est estimé par l'institut Pigé! à 60,1 millions d'euros, cumulé de janvier à septembre (à périmètre constant et hors médias internet). Ce volume de production aggrave la contraction qui atteint 8% sur la période alors que le premier trimestre affichait un recul de 6%.

En tenant compte des seuls médias numériques (TV et radio), les recettes cumulées s'établissent à 34 millions d'euros, en diminution de 2% par rapport à la même période en 2012.

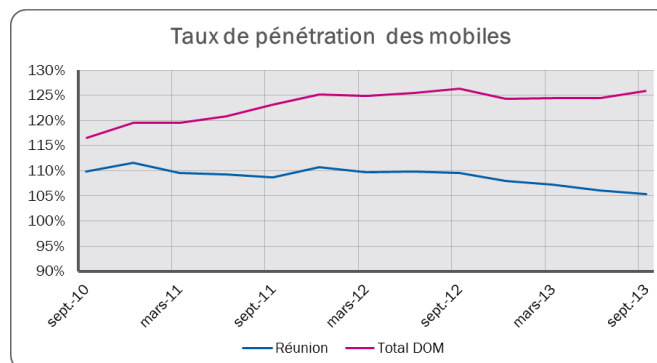
Hormis des secteurs plus actifs (compagnies aériennes, produits alimentaires et d'entretien, téléphonie), la plupart taille dans les dépenses de communication, illustrant la complexité de leur situation budgétaire.

Les TIC

Désillusion pour les entreprises TIC au troisième trimestre : d'une part, l'activité est en déclin malgré l'anticipation d'une légère augmentation, d'autre part le carnet de commandes est au plus bas depuis un an, et ce malgré une relative stabilité des prix du secteur. Ce climat morose se répercute sur les marges qui continuent de s'affaiblir et sur le recrutement du personnel constamment en recul.

La fin d'année laisse entrevoir de meilleures perspectives pour les TIC, tous les indicateurs (activité, emploi, investissement, rentabilité) devant renouer avec la croissance.

Le secteur de la **téléphonie mobile** suit toujours sur une pente descendante : le taux de pénétration tombe à 105,4% après avoir dépassé les 110%, il y a deux ans.



Source : ARCEP

Les évènements marquants récents

Juillet

◆ Législation

L'Assemblée Nationale adopte le projet de loi relatif au **cumul des mandats**. Son article premier indique que les fonctions de maire ou adjoint, président ou vice-président d'une intercommunalité, d'un syndicat mixte, d'un conseil départemental, d'une société d'économie mixte ou de "toute autre collectivité territoriale créée par la loi" sont incompatibles avec les mandats de député ou de sénateur.

◆ Tourisme

L'aéroport de Roland Garros a inauguré un nouvel **espace d'accueil et d'orientation des touristes**. Plurilingue, l'équipe opérationnelle pourra intervenir à l'aéroport de Pierrefonds ainsi qu'au Port pour l'accueil de croisiéristes. Une convention entre la Région et la Fédération Réunionnaise du Tourisme (FRT) prévoit la création d'une quinzaine d'emplois d'avenir.

◆ Coopération régionale

Le président seychellois James Michel et une délégation gouvernementale sont accueillis par les représentants institutionnels réunionnais. Cette visite officielle, concomitante avec la présence sur l'île de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, est ponctuée de la signature d'un **plan d'actions France-Réunion/Seychelles**.

◆ Entreprises

2 mois après les dockers de la SERMAT, un nouveau mouvement de **grève touche la SOMACOM** (Société de Manutention et de Consignation Maritime). Les déchargements et les livraisons de conteneurs sont stoppés, certains navires sont déroutés vers Maurice. La grève prend fin au bout d'une semaine, avec un accord sur une revalorisation de 1,75 % des salaires.

Premier opérateur sur l'île dans la **production d'aliments pour animaux de compagnie**, PET FOOD RUN a inauguré son usine de 2800 m² dédiée exclusivement à la croquette pour chiens et chats. Sur un marché de 12000 T/an, l'entreprise ambitionne d'atteindre 50% de parts de marché en 5 ans.

Août

◆ Commande publique

L'Etat, la Région, le Rectorat, Pôle Emploi et les organisations professionnelles du BTP ont signé **l'accord-cadre pour la Nouvelle Route du Littoral** qui prévoit le développement de la formation et l'emploi pour les 3 prochaines années.

◆ Entreprises

Après la Maison du Letchi à Sainte-Anne et la Maison de la Mangue à Saint-Gilles, la coopérative SCA Fruits de la Réunion et la Chambre d'Agriculture inaugurent la **Maison de l'Ananas** au Tampon. Située sur une exploitation en agriculture raisonnée, elle constitue un outil tant touristique que pédagogique.

Aménageur et bâtisseur privé le plus important de l'île, **CBo Territoria modifie la répartition de son capital**. Les titres détenus historiquement par JACCAR Holdings (présidée par Jacques de Chateauvieux) ont été vendus à des investisseurs privés belges, regroupés dans la holding HENDIGO, portant leur participation à 18,8%.

Les inscriptions pour la 16^{ème} édition du **Challenge des Créateurs** ont débuté. Lancé par le Conseil Général, accompagné des partenaires Pôle Emploi, CCIR, Chambre de Métiers et de l'Artisanat, Chambre d'Agriculture, Ordre des experts comptables et le réseau Point Chances, le concours vise à promouvoir l'initiative entrepreneuriale.

Septembre

◆ Financement

Le Comité Départemental d'Examen des difficultés de Financement des entreprises (CODEFI) a précisé le **plan d'actions de redressement** des entreprises endettées. L'Etat a signé 3 conventions portant sur la mise en œuvre du plan avec respectivement Initiative Réunion Entreprendre, le RSI et l'agence Nexa.

◆ Entreprises

Dédié à la création et au développement des entreprises depuis 2010, le **Carrefour des Jeunes Entreprises** a organisé une plateforme d'échanges, d'informations et de rendez-vous business réunissant les acteurs institutionnels, les experts du conseil, des services aux entreprises et de la formation.

Fin de contrat entre HG Automobiles et BMW. L'enseigne du groupe Caillé perd les cartes Mini et BMW qui changent de mains. Le groupe BMW AG a officialisé l'attribution des marques au groupe mauricien Leal&Co qui doit reprendre l'ensemble des salariés volontaires.

◆ Transport

Regroupant l'ensemble des autorités organisatrices de transport (AOT), ainsi que la Région et le Département, le **Syndicat Mixte des Transports de La Réunion** (SMTR) a tenu sa première assemblée générale. Nassimah DINDAR, présidente du Conseil Général a été élue présidente du SMTR.

◆ Tourisme

Soutenue par l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), la **conférence sur « le développement durable du tourisme des îles »** s'est tenue en présence du Secrétaire Général Taleb RIFAÏ et d'une trentaine de représentants internationaux. Les débats ont contribué à la reconnaissance et au positionnement des Îles Vanille, et l'intégration des Maldives a été avalisée.

◆ Innovation

La Technopole de La Réunion a fêté les **10 ans de l'incubateur régional**. Le bilan fait état de 51 projets incubés et une centaine d'emplois créés, dans les secteurs des TIC, de l'environnement, l'agroalimentaire, la santé et les biotechnologies.

L'enquête auprès des dirigeant(e) d'entreprises réunionnaises

Méthodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 300 entreprises (30 par secteur d'activité) du **26 septembre au 7 octobre 2013** par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2009) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



Baromètre 3T 2013	CAPACITE DE PRODUCTION	CHIFFRE D'AFFAIRES	DEMANDE DU MARCHÉ	EFFECTIF SALARIE	FORMATION	INVESTISSEMENT	MARGE ET RENTABILITE	PRIX DE VENTE	SOURCES DE FINANCEMENT	STOCK	ECONOMIE REUNIONNAISE
VS TRIMESTRE NORMAL											
Industrie Biens de conso.	1%	-38%	-29%	-22%	13%	23%	-33%	-25%	6%	8%	-60%
Industrie Autres	-26%	-31%	-50%	10%	-1%	-2%	-28%	-18%	-15%	-8%	-50%
Commerce de détail	-11%	-38%	-33%	-7%	11%	0%	-30%	-8%	-1%	-8%	-50%
Commerce de gros	-10%	-27%	-27%	-10%	7%	9%	-53%	-35%	-14%	13%	-65%
Construction	-18%	-33%	-45%	-25%	-19%	-27%	-49%	-10%	-14%	-6%	-56%
Transports marchandises	0%	-20%	-35%	-21%	4%	-11%	-16%	-17%	-11%	3%	-51%
Transports passagers	-3%	-30%	-36%	-11%	7%	0%	-27%	-19%	-19%	0%	-68%
TIC	2%	-31%	-31%	-7%	5%	0%	-31%	-31%	7%	3%	-71%
Hôtels et restaurants	-13%	-70%	-77%	-10%	-9%	-13%	-61%	-20%	-3%	-14%	-73%
Autres services marchands	-15%	-63%	-62%	-18%	-5%	-23%	-58%	-20%	-9%	-12%	-81%
TOTAL	-13%	-45%	-48%	-14%	-1%	-11%	-45%	-19%	-8%	-6%	-66%
VS TRIMESTRE précédent											
Industrie Biens de conso.	0%	-41%	-39%	-14%	15%	15%	-31%	-18%	-10%	1%	-38%
Industrie Autres	5%	-2%	3%	18%	0%	5%	-22%	-12%	-19%	-15%	-47%
Commerce de détail	0%	0%	-7%	8%	14%	8%	-25%	-15%	-3%	-11%	-46%
Commerce de gros	-11%	-25%	-26%	-10%	0%	0%	-51%	-27%	-7%	-13%	-69%
Construction	-6%	-13%	-31%	-7%	-13%	-7%	-42%	-16%	-14%	0%	-47%
Transports marchandises	0%	-19%	-29%	-1%	6%	-7%	-11%	-11%	-12%	-4%	-31%
Transports passagers	-8%	-18%	-12%	-3%	7%	0%	-37%	-14%	-11%	0%	-39%
TIC	9%	-17%	-21%	-12%	3%	2%	-28%	-29%	2%	-5%	-69%
Hôtels et restaurants	4%	-20%	-36%	-13%	-3%	-4%	-37%	-17%	-3%	-6%	-50%
Autres services marchands	-6%	-54%	-47%	-12%	-6%	-14%	-36%	-5%	-3%	-6%	-60%
TOTAL	-3%	-27%	-30%	-5%	0%	-3%	-34%	-13%	-6%	-7%	-54%
VS TRIMESTRE Prochain											
Industrie Biens de conso.	35%	43%	60%	23%	16%	30%	4%	-3%	24%	22%	-4%
Industrie Autres	3%	19%	17%	-4%	16%	15%	0%	-8%	-6%	0%	-6%
Commerce de détail	-1%	22%	17%	-10%	-1%	4%	10%	4%	5%	5%	20%
Commerce de gros	13%	32%	10%	12%	-8%	29%	-18%	-2%	-4%	2%	-26%
Construction	6%	-8%	-4%	5%	-6%	-8%	-26%	-13%	-5%	-7%	-29%
Transports marchandises	4%	9%	13%	-4%	15%	4%	3%	0%	-17%	-3%	-16%
Transports passagers	5%	3%	-3%	0%	4%	11%	-3%	3%	5%	0%	-17%
TIC	19%	33%	38%	14%	9%	11%	11%	-5%	5%	12%	-10%
Hôtels et restaurants	0%	31%	10%	-1%	-17%	-10%	0%	-4%	-10%	0%	-14%
Autres services marchands	5%	1%	4%	-13%	9%	-13%	-11%	0%	6%	-3%	-24%
TOTAL	7%	13%	11%	-3%	3%	1%	-6%	-2%	2%	0%	-13%

Exemple de lecture du tableau :

: représente l'évolution des valeurs issues des enquêtes précédentes, avec les points hauts (foncés) et les points négatifs (clairs).

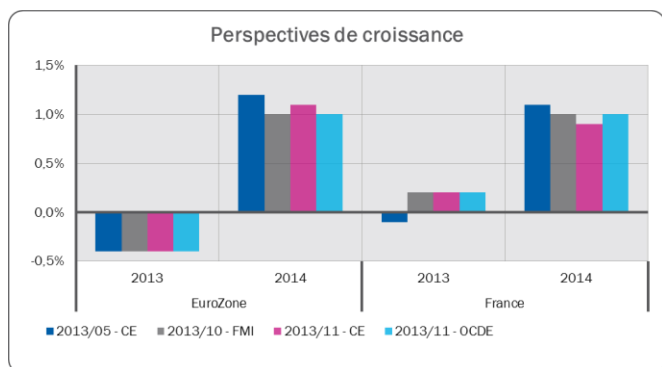
-60 % : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise

se porte mieux au troisième trimestre 2013 par rapport aux prévisions faites, et ceux qui pensent qu'au contraire l'économie locale s'est dégradée en ce milieu d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.

Les perspectives à court et moyen terme

◆ L'influence internationale et européenne

Au niveau international, le ralentissement dans les pays émergents ont amené plusieurs institutions à réviser à la baisse leurs estimations de croissance mondiale. Pour autant, la reprise confirmée aux Etats-Unis semblent avoir un effet d'entraînement sur les économies occidentales. Les prévisions pour l'Europe et la France profitent de révisions positives.



Source : Communauté Européenne, FMI, OCDE

« 2013 : Tout en réduisant ses prévisions de croissance mondiale (+2,7%), l'OCDE revoit à la hausse celles de la France (+0,2%) et de la zone euro (-0,4%). En 2014, une reprise à 1% est prévue sur ces deux places »

Toutefois, ces chiffres n'augurent aucunement des capacités effectives de La France à se redresser à court-terme. Ainsi, la récente notation de la dette française a jeté un froid sur l'optimisme budgétaire.

Dans son dernier rapport, l'agence Standard & Poor's a décidé de dégrader la note de « AA+ » à « AA » avec une perspective stable. La réaction de l'agence Moody's, qui a déjà placé la note française sous perspective négative est également attendue avec inquiétude.

La dette publique de la France a pourtant légèrement diminué de 11,4 milliards d'euros entre le deuxième et le troisième trimestre 2013, pour s'établir à 1.900,8 milliards à fin septembre, soit 92,7 % du Produit Intérieur Brut (PIB).

Mais devant financer un déficit budgétaire de 70,6 milliards d'euros et 103,8 milliards d'euros de « vieille dette » arrivant à échéance, la France devra emprunter 173 milliards d'euros en 2014 (contre 169 en 2013), à des taux pour le moment encore très bas...

◆ Les échéances de 2014 à La Réunion

Les élections communales qui se dérouleront en mars prochain représentent l'élément stratégique majeur pour l'année 2014. Avec un enjeu social évident et impactant bien entendu l'environnement politique local, elles ont également des conséquences non négligeables sur l'activité économique. Les répercussions s'étalent en effet aux intercommunalités et aux établissements publics locaux, compétents en

matière de développement économique, d'aménagement touristique, d'organisation des transports ou de gestion des déchets.

En termes d'investissements seuls, le budget des collectivités locales à La Réunion représentait, 612 millions d'euros pour la construction en 2012, dont 342 pour les communes et les intercommunalités. En 2013, ce montant devrait avoisiner les 400 millions d'euros.

Rappelons les grands chantiers attendus dans l'année. Entre le démarrage des travaux de la Nouvelle Route du Littoral, le Pôle sanitaire Ouest, les opérations sur les infrastructures portuaires et aéroportuaires devraient redonner une bouffée d'oxygène aux entreprises du BTP, des transports, des industries et des activités connexes.

Tout changement politique risque donc d'entraîner des modifications sur les projets en cours ou à venir.

D'autant plus que les nouvelles équipes devront conjuguer avec une nouvelle baisse des dotations budgétaires.

Le récent rapport de la Cour des Comptes sur les finances publiques locales préconise en effet que les collectivités locales participent davantage à l'effort de réduction du déficit public, mentionnant notamment un « freinage effectif des dépenses de fonctionnement ». Plus que les départements et les régions, les communes et les intercommunalités devraient être en première ligne.

L'année 2014 correspond également à la nouvelle programmation budgétaire européenne sur la période 2014-2020 liée à la politique de cohésion. Avec elle, les fonds destinés à entraîner les régions et les Etats dans une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

Pour mémoire, les programmes opérationnels européens 2007-2013 pour La Réunion prévoyaient 5 fonds (FEDER, FEADER, FEP, FSE, FEDER Coopération) pour une enveloppe totale de 1,9 milliards d'euros. En y ajoutant les contreparties nationales et locales, ce sont 2,8 milliards d'euros d'apports publics qui auront été mis à disposition du territoire.

En décembre 2013, 1,6 milliards étaient consommés pour un montant total de projet de 2,85 milliards d'euros (en incluant les contributions privées).

Le premier semestre sera donc essentiel d'une part pour la consommation des crédits restants et d'autre part pour l'allocation des fonds par mesure et vers les différents acteurs. Représentant à lui seul 1,410 milliards d'euros, le FEDER fait déjà l'objet d'âpres tractations.

L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

Les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Agrégation de l'information statistique territoriale
- Production de données stratégiques
- Réalisation de notes conjoncturelles et études sectorielles transversales
- Observatoire de l'innovation

Très prochainement :

◆ **Tourisme adapté**

L'étude, menée par le groupement ENVIRONNEMENT PARTENAIRE et ALTEA, s'intéresse aux personnes en situation de handicap, aux personnes souffrant d'une pathologie et aux personnes à la recherche de bien-être. Après une première phase de diagnostic, la seconde phase de l'étude « stratégie » suit son cours. Dans le cadre de son élaboration, des ateliers participatifs ont réuni les acteurs des filières sur les thèmes du handicap, de la santé et du bien-être

Publications déjà disponibles :

◆ **Agriculture biologique**

Cette filière qui concerne les produits alimentaires mais aussi les plantes aromatiques, médicinales et à parfum, pourrait s'adresser à la fois à la demande locale comme à l'exportation, via la transformation locale. L'objectif transversal de cette étude, réalisée par le cabinet CYATHEA, est l'identification et la mobilisation des acteurs économiques tout au long de la filière à conforter. Les acteurs considérés sont les acteurs clés de l'ensemble des sphères agricoles biologiques (y compris en conventionnel) permettant d'aborder la problématique dans sa totalité.

◆ **Le microcrédit professionnel à La Réunion**

Présentant un panorama complet du dispositif local et des différentes institutions, le dossier offrira un bilan de la production en 2012 ainsi que son évolution depuis plus de 5 ans. Il intègre les retombées sociales en termes d'entreprises, d'emplois créés et/ou maintenus mais aussi l'impact financier et l'effet de levier des crédits bancaires associés.

◆ **Panorama des industries agro-alimentaires à la Réunion**

En partenariat avec la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de la Réunion, Nexa publie un panorama complet des industries agroalimentaires à la Réunion en 2010.

◆ **Les notes de conjoncture 2T 2013, 1T 2013, 4T 2012**

L'Observatoire économique de Nexa publie sa note de conjoncture retraçant la tendance macro-économique de La Réunion chaque trimestre, les faits marquants et les perspectives à court et moyen terme. Elles incluent les résultats des enquêtes auprès des dirigeants d'entreprises réunionnaises.

Pour en savoir plus : www.nexa.re/observer-la-reunion

NEXA Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation

VISION

En tant qu'accélérateur de projets de La Réunion, NEXA a pour rôle d'accompagner le développement économique du territoire et d'en accroître l'attractivité.

L'action de NEXA vise à renforcer la compétitivité et la durabilité de l'économie réunionnaise dans les domaines piliers de la stratégie régionale :



Agroalimentaire



Technologies de l'Information
et de la Communication (TIC)



Energies renouvelables
Environnement



Tourisme

DES MÉTIERS INTERCONNECTÉS

Pour assurer ses missions, NEXA s'appuie sur des métiers interconnectés et centrés sur la prospective, l'animation de réseaux, la veille, l'ingénierie de projets, la mise en œuvre d'actions de promotion et la contribution à la structuration de nouvelles filières.



CONTACTEZ NOUS

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 - 97491 Sainte Clotilde Cedex
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26

observatoire@nexa.re

www.nexa.re

